L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 JUIN 1873.

40me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 12 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—Bottes, souliers et brodequins.

Par S. Guinault, rue Bourbon, entre St. Pierre et Toulouse—meubles.

Par Placide J. Spear, au coin des rues Bourbon et Conti—gages forfait.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 48 de la rue de Chartres—linge de clientèle, lingerie de messieurs, chapeaux, casquettes et sacs.

Par D. E. Morphy, aux Nos 108 et 110, rue des Magasins—Articles divers.

ATTENTION!

Faïence. Faïence.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

120 cells articles divers—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Gages—Gages. Dernières Chances. Grande occasion.—Assistez à la vente de Placide J. Spear, encanteur, à 10 heures du matin, aujourd'hui. Voyez l'annonce à la colonne des encans.

Nouvelles de France.

Nous consacrons la presque totalité de ce numéro aux nouvelles que nous a apportées hier la malle de France, et encore nous ne pouvons en donner qu'une partie.

On trouvera, dans ce numéro, le compte-rendu de la première séance du 24 mai, avec le discours de M. Thiers, et un exposé des événements de la journée avec les documents, les démissions, la conversation entre le président Buffet et le maréchal Mac Mahon, la physionomie de Paris et de Versailles, etc., etc.

Nous sommes obligés de remettre à notre prochain numéro les comptes-rendus des deux autres séances du 24, que nous publierons *in extenso*, et les appréciations de la presse française sur les événements.

La retraite de M. Thiers.

Le 24 et le 25 mai à Versailles et à Paris.

Nous avons reçu, hier, nos journaux de Paris du 25 au 27 mai; ils nous apportent le compte-rendu des trois séances de l'Assemblée du 24 mai, et des détails circonstanciés sur les événements. Il nous est impossible de tout donner dans ce premier numéro. On trouvera plus loin le compte-rendu de la séance du matin, avec le résumé du discours de M. Thiers; nous donnerons ensuite les deux autres séances.

Nous reproduisons d'abord le texte de deux documents qui ont été mal rendus par une double traduction.

Le maréchal Mac-Mahon a adressé à l'Assemblée nationale la lettre suivante :

Messieurs les représentants,

J'obéis à la volonté de l'Assemblée, dépositaire de la souveraineté nationale, en acceptant la charge de Président de la République. C'est une lourde responsabilité imposée à mon patriotisme. Mais, avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée, qui sera toujours l'armée de la loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons ensemble l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays. Nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société. Je vous en donne ma parole d'honnête homme et de soldat.

Maréchal DE MAC-MAHON,
DUC DE MAGENTA.

La proclamation suivante a été affichée le 25 au matin, sur les murs de Paris :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Président de la République aux préfets.

Je viens d'être appelé par la confiance de l'Assemblée nationale à la présidence de la République.

Aucune atteinte ne sera portée aux lois existantes et aux institutions.

Je réponds de l'ordre matériel, et je compte sur votre vigilance et sur votre concours patriotique.

Le ministère sera constitué aujourd'hui même.

Le Président de la République,
Maréchal MAC-MAHON,
Duc de Magenta.

Versailles, le 25 mai 1873.

LE MINISTÈRE.

Voici, d'après le *Journal Officiel*, la composition du nouveau ministère :

M. de Broglie, vice-président du conseil, affaires étrangères ;
M. Beulé, intérieur ;
M. Magne, finances ;
M. Ernoul, justice ;
M. Batbie, instruction publique ;
M. de la Bouillerie, commerce ;
M. Desseilligny, travaux publics ;
M. Dompierre d'Hornoy, vice-amiral, marine ;
M. le général Cissey (par intérim), guerre.
M. Ernest Pascal est nommé sous-secrétaire d'Etat du ministre de l'intérieur.

On lit dans *Paris-Journal* :

"Le conseil des ministres s'est réuni hier à deux heures. Il a attendu pour délibérer que tous les membres fussent présents. MM. Desseilligny et Magne ne sont arrivés qu'à trois heures."

"M. Beulé, ministre de l'intérieur, et M. Pascal, sous-secrétaire d'Etat, sont installés à l'hôtel du maréchal Mac-Mahon, rue de Gravelle, et donnent les ordres nécessaires à la situation."

Le ministre de l'intérieur a fait partir, par le courrier du soir, une circulaire dans laquelle il explique aux préfets la politique du gouvernement.

On lit dans le *Soir* :

Depuis hier, il y a procession continuelle de députés, d'amis qui se rendent à l'hôtel de la Présidence.

Chacun tient à venir témoigner ses sympathies à l'illustre M. Thiers, qui, du Président de la République française, devient simplement l'élu du suffrage universel.

A 3 heures lord Lyons est venu rendre visite à celui qui fut Président de la République française à celui qui va redevenir dans peu de jours le simple représentant du peuple français ; il est suivi par le ministre de Turquie ; M. Van Zuylen, ministre Hollandais ; M. de Ranghabé, ministre de Grèce.

M. Thiers n'a pas encore arrêté sa demeure ; il est probable qu'il restera à la préfecture jusqu'après-demain, mardi.

Mme la maréchale Mac-Mahon vient aussi de rendre visite à M. et Mme Thiers.

Le conseil des anciens ministres s'est réuni ce matin à neuf heures.

M. Thiers pense venir prendre sa place à la Chambre jeudi prochain. Descendu du fauteuil du Président de la République, il se rappelle qu'il a été élu par vingt-six départements.

L'ACCEPTATION DE MAC-MAHON.

On lit dans le *Soir* :

Si nos informations sont exactes, lorsque le bureau de l'Assemblée nationale a reçu de M. le maréchal de Mac-Mahon la résolution qui le proclamait Président de la République française, Mgr de Mac-Mahon était à la Préfecture de Versailles, en conférence avec M. Thiers.

M. Thier a vivement engagé le maréchal à accepter ; il avait, d'ailleurs, fait connaître très nettement son sentiment sur la situation, en déclarant à plusieurs députés que, du moment où il était résolu à abandonner le pouvoir, on ne pouvait trouver personne qui offrit au pays et à l'Europe des garanties plus sérieuses et plus efficaces que l'honorable M. de Mac-Mahon.

En cette occasion, comme toujours l'honorable maréchal a fait preuve d'une loyauté absolue.

On disait aujourd'hui à Versailles, que plusieurs des nouveaux ou futurs ministres, M. le duc de Broglie entre autres, auraient été reçus ce matin par le maréchal Mac Mahon qui, après avoir répété textuellement la déclaration contenue dans sa lettre, aurait ajouté : "Je suis aux ordres de la majorité de l'Assemblée, quelle qu'elle soit, et je tiens à honneur de vous prévenir que, si cette majorité venait à changer, je me ferais également un devoir de lui obéir."

La *Patrie* prétend, au contraire, que M. Thiers a voulu empêcher Mac-Mahon d'accepter.

Le maréchal de Mac-Mahon s'était rendu, vers les neuf heures, à la présidence, chez M. Thiers, qui venait d'envoyer sa démission à l'Assemblée. M. Thiers aurait vivement détourné l'illustre maréchal d'accepter le fardeau du pouvoir. Ses efforts dans ce sens auraient été nombreux et répétés. M. le maréchal de Mac-Mahon, toutefois, inspiré par son patriotisme, a fini accepter l'honneur que lui faisait l'Assemblée en lui offrant la magistrature suprême.

L'*Union* raconte en ces termes l'entrevue qui a eu lieu, dans la nuit de samedi à hier, entre le bureau de l'Assemblée et le maréchal de Mac-Mahon :

M. Buffet, président de l'Assemblée, Benoist-d'Azy et Viret, vice-présidents, M. Base, questeur, M. Voisin, secrétaire, M. de Rastiant, arrivaient en voiture à l'hôtel du maréchal, où un député du Nord avait devancé ses collègues. Deux huissiers précédaient la délégation du bureau de l'Assemblée.

Le colonel d'état-major, aide-de-camp du maréchal, quand on annonça : L'Assemblée! vint à la rencontre de la délégation et lui exprima le regret que le maréchal ne fût pas à son hôtel : "Le maréchal est à la préfecture, auprès de M. Thiers. La présence dans son hôtel d'une délégation de l'Assemblée nationale vient de lui être communiquée. Le maréchal ne saurait tarder au delà de deux ou trois minutes." Les délégués du l'Assemblée entrèrent par le salon dans le cabinet du maréchal. Ils y étaient à peine assis que l'on annonça : "Son Excellence le maréchal!" Le maréchal, en petite tenue de général de division, alla droit à son cabinet et salua les membres du bureau.

M. Buffet, président de l'Assemblée, prit la parole : "Excellence, M. Thiers a déposé sa démission de président de la République, et remis entre les mains de l'Assemblée les pouvoirs qu'il en avait reçus. L'Assemblée nationale, pour ne point laisser de solution dans les pouvoirs publics, a voté sur le choix d'un nouveau président de la République en remplacement de M. Thiers.

"L'Assemblée vous appelle, maréchal, aux hautes fonctions de président. Nous, membres délégués de son bureau, nous avons l'honneur de vous communiquer cette résolution et de solliciter votre acceptation.

Debout, contre sa table de travail, le maréchal accueillit cette communication avec une vive émotion. Il fut un instant sans répondre, comme s'il envisageait d'abord la lourde responsabilité que voulait lui imposer la confiance du pays. Relevant la tête, il dit d'un ton modeste : "Messieurs de l'Assemblée nationale, je sens, au-delà que je ne saurais l'exprimer, sensible au témoignage de haute confiance dont m'honore l'Assemblée. Mais messieurs, permettez-moi de vous le dire : Je ne suis point un homme politique, je suis soldat, et ce titre, dont je m'honore, ne pourrait-il pas être exploité au profit de certaines susceptibilités diplomatiques?

"Enfin, il me serait pénible de succéder à M. Thiers, avec qui j'ai toujours eu les relations les plus intimes et les plus affectueuses. Vous avez, messieurs, parmi vous, des hommes de haut mérite qui pourraient mieux que moi remplir ce poste délicat : M. le président Buffet, M. Benoist-d'Azy, tout autre encore. Je puis promettre à quiconque accepterait les fonctions de chef du pouvoir mon dévouement le plus absolu, et je le donnerai tout entier. Au contraire, ce que j'on appelle le prestige dont m'honore la France, pourrait s'amoindrir si j'étais à la tête des affaires. Je crois que je serai plus utile au pays à la tête de l'armée, qu'à la présidence."

M. Buffet répondit : "Maréchal, les raisons que vous venez de nous opposer nous autorisent encore à insister au nom de l'Assemblée. Au dehors comme au dedans, personne de bonne foi ne se tromperait sur le caractère de la mission que le pays veut vous confier. Il s'agit, en ce moment, en dehors de toutes autres préoccupations, de mettre aux affaires publiques l'homme qui représente le plus glorieusement en France l'antagonisme contre l'anarchie, et qui réunit en sa personne toutes les garanties que réclame la préservation sociale. Le concours de l'Assemblée, de tous les pouvoirs publics et de la France honnête vous est acquis, nous en avons pour gage l'acclamation des représentants du pays.

"Les services immenses que vous avez rendus à la France nous donnent le droit de réclamer de votre patriotisme celui qui mettra le comble à tous les actes d'une vie si généreusement, si noblement dévouée à la patrie. Maréchal, l'heure est solennelle; le pouvoir ne peut, en dehors des circonstances actuelles, admettre la moindre intermittence. Veuillez envisager toute crise qui pourrait arriver si demain la France se trouvait sans gouvernement. Il y aurait là une de ces situations critiques que commurent seulement les plus mauvais jours de notre histoire.

"Votre responsabilité, monsieur le maréchal, serait, par votre refus de répondre à l'attente du pays, d'une extrême gravité. Vous ne pouvez refuser, par votre acceptation, de sauver le pays comme vous n'avez jamais hésité à lui donner votre sang, à lui sacrifier votre existence sur ses champs de bataille. Demain la France tout entière pousserait, si vous acceptiez de prendre en main ses destinées, un immense soupir de soulagement; elle éprouverait un frémissement de reconnaissance qui laissera loin celle que, déjà depuis longtemps, elle doit à vos grands services."

Tous les membres de la députation, appuyant les paroles de l'honorable président, entourèrent le maréchal qui, vaincu par l'émotion, répondit : "Puisque c'est en quelque sorte un devoir de subir le public que vous voulez m'imposer, je me soumets. Dites à l'Assemblée.... etc."

Le maréchal alors, de suite, dans un entretien intime, quelques points essentiels qu'il ne nous appartient pas de signaler. C'était une sorte de conseil privé, dans lequel l'Assemblée, par ses délégués, et le nouveau président de la République, unis dans la même pensée de salut social, arrêtaient les mesures urgentes dictées par la situation.

LES RÉUNIONS PARLEMENTAIRES.

On lit dans le *Gaulois* :

"La réunion de l'appel au peuple a tenu hier une séance à cinq heures. MM. Haentjens, Eschassériaux et Levert, qui avaient été choisis comme délégués dans la précédente réunion, ont rendu compte des communications échangées entre eux et les membres des bureaux des autres réunions de l'Assemblée.

"Une conversation s'est engagée sur la nomination du maréchal de Mac-Mahon et sur la nomination du nouveau cabinet ; les députés ont tous été d'accord pour prêter leur appui au gouvernement. Ce gouvernement est en effet appelé à défendre les intérêts sociaux ; en faisant abnégation de toute préoccupation dynastique, il vent, par la fermeté de son attitude, arrêter et refouler les projets de la démagogie.

"Haentjens, avant de quitter la présidence, a remercié les membres de la réunion du concours qu'ils ont prêté au bureau, et a fait connaître à ses collègues que plusieurs députés avaient demandé à faire partie de la réunion ; ils seront convoqués à la prochaine séance.

"L'Assemblée a ensuite procédé à la formation de son bureau, dont la nomination avait été retardée par la prorogation.

"Le bureau étant non rééligible aux termes du règlement, l'Assemblée a exprimé ses regrets et ses remerciements à MM. Haentjens et de Valon. Elle a élu à l'unanimité pour président M. le Baron Eschassériaux, pour secrétaire M. le comte Girou de Fermon, et pour questeur M. Gaillont-d'Istria."

L'Union républicaine a tenu séance hier, sous la présidence de M. Peyrat. Plus de soixante-dix membres étaient présents.

Une discussion s'est engagée sur la situation politique où la dernière crise a placé le pays.

Voici le résumé du débat, d'après le procès-verbal :

"Sans méconnaître la gravité de la situation, les membres présents, convaincus qu'ils ont derrière eux le pays, ont été unanimes à penser qu'avec du calme, du sang-froid et de la vigilance, il n'y avait pas de péril qui ne pût être conjuré.

"Il a été reconnu qu'il y avait dans l'Assemblée tous les éléments nécessaires pour former une majorité compacte, pouvant contenir le gouvernement s'il avait la velléité d'entreprendre une politique de réaction à outrance."

La gauche s'est réunie hier à deux heures, à Paris, sous la présidence de M. Fourcand.

On a d'abord procédé au renouvellement du bureau.

M. Leroyer, vice-président, est devenu, aux termes du règlement, président de la réunion. M. Jules Simon a été élu vice-président à l'unanimité. Plus de cent membres ont pris part au vote.

MM. Arago, Albert Grévy, le général Billot, ont été nommés membres du comité de direction, en remplacement de MM. Leblond, Carnot père et Mestreau, membres sortants.

Une discussion s'est ensuite engagée sur la situation actuelle. La plus parfaite entente a régné entre tous les membres.

On s'décidé de se montrer unis, fermes, vigilants et résolus contre toute tentative de réaction, et surtout de rester scrupuleusement dans les limites de la légalité.

Il a été résolu que le bureau rédigerait un manifeste au pays, et que tous les membres le signeraient.

LES DÉMISSIONS.

Voici les informations que nous trouvons dans les journaux sur les démissions des fonctionnaires républicains :

Cinq minutes après le vote de l'Assemblée nationale, M. Calmon a remis hier sa démission de recteur de la Seine entre les mains de M. le Président de la République.

A minuit, M. Jules Perry a envoyé à M. le maréchal de Mac-Mahon, par l'intermédiaire du ministère de l'intérieur, sa démission de préfet du Rhône. M. Jules Perry a ensuite quitté la préfecture, et a été salué par quelques centaines de personnes qui l'ont reconduit à son domicile, place Bellecour. Il est probable qu'il ne tardera pas à quitter Lyon.

M. Camille Sée a remis entre les mains du maréchal de Mac-Mahon, sa démission de sous-préfet de Saint-Denis.

Un grand nombre, dit le *Soir*, de fonctionnaires de l'ordre administratif se proposent, nous dit-on, de donner leur démission, redoutant d'avoir à exécuter des ordres qu'ils ne sauraient approuver. Nous ne saurions approuver cette résolution.

Rien n'est changé à la forme du gouvernement, les fonctionnaires républicains doivent donc attendre qu'on les destitue et qu'on motive leur destitution.

M. Dibbell, maître d'hôtel du 10e arrondissement, lui adresse la lettre suivante ne journal le *Temps* :

"Paris, le 25 mai 1873.

"Monsieur le rédacteur en chef,

"Je demande la liberté, en raison du gravité exceptionnelle des circonstances, de vous demander insertion dans votre plus prochain numéro de la lettre suivante :

"Monsieur le préfet,

"J'ai l'honneur de vous adresser et de vous prier de transmettre à qui de droit ma démission des fonctions de maire.

"C'est un devoir qu'impose à ma conscience le pouvoir d'Etat parlementaire devant lequel j'ai eu raison l'illustre et regrettable chef du gouvernement, de qui je tenais la confirmation des pouvoirs dont m'avait investi le suffrage universel. Je reprends ma liberté dès citoyen pour défendre l'ordre et la République menacés, résolu à le faire aussi énergiquement contre les attaques d'en haut que je l'ai fait contre celles d'en bas en mars 1871.

"Veuillez agréer, monsieur le préfet, etc.

"Recevez, etc.

"E. DUBAIL,
maire du 10e arrondissement de Paris."

M. Degouve-Denuncques, maire-adjoint du 10e arrondissement, a prié M. le préfet de la Seine de vouloir bien transmettre à M. le ministre de l'intérieur la lettre ci-dessous, par laquelle il donne sa démission :

"Paris, le 25 mai 1873.

"Monsieur le ministre,

"Je ne saurais m'associer en aucune façon, ni directement, ni indirectement, à la politique nouvelle inaugurée par le vote qui vient de renverser M. Thiers et son gouvernement.

"Je vous prie de vouloir bien pourvoir à mon remplacement.

"J'ai l'honneur d'être, monsieur le ministre, votre très humble et très obéissant serviteur,

"DEGOUVE-DENUNCQUES."

On écrit de Versailles le 26 mai :

Le nouveau cabinet ne perd pas son temps. Il a déjà préparé le mouvement préfectoral et vous verrez demain paraître à l'*Officiel* de nombreux et importants changements.

Je ne vous parle pas des noms qui sont prononcés pour les principaux postes de l'administration. Tout n'est pas absolument arrêté.

M. André Lavertujon, consul général de France à La Haye, sera sans doute très prochainement rappelé.

On parle de M. Tarret comme sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, ou comme directeur général des postes à la place de M. Rampont.

LE NOUVEAU MINISTÈRE.

Voici quelques détails sur les membres du nouveau ministère :

M. le duc de Broglie, ministre des finances étrangères, est bien connu par ses travaux littéraires et son rôle politique.

M. Beulé, ministre de l'intérieur, est un universitaire distingué. On sait qu'il a fait en France des découvertes archéologiques ; depuis qu'il est à la Chambre actuelle, il a toujours voté avec le centre droit.

M. Magne est trop connu pour que nous devions sur sa personnalité.

C'est un de ces hommes dont le mérite est tellement éminent, que tous les régimes se montrent fiers d'avoir recours à leurs lumières.

M. Batbie, ministre de l'instruction publique, est né à Sorèze, dans le Gers. Il fut auditeur au conseil d'Etat en 1849, puis professeur de droit à Toulouse et à Paris, où il a longtemps occupé avec une grande distinction la chaire d'économie politique.

M. Batbie est un jurisconsulte éminent, qui a publié de nombreux et excellents ouvrages de droit.

On sait avec quelle énergie il a combattu dans l'Assemblée actuelle pour la défense des grands principes d'ordre et de liberté.

M. Desseilligny, ministre des travaux publics, est le gendre de M. Schneider : il est aussi beaucoup de chemins de fer industriels. Un de ses ouvrages sur la bienfaire des ouvriers lui a valu une récompense de 3,000 fr. accordée par l'Académie des sciences morales et politiques.

M. Desseilligny faisait partie du centre gauche.

M. Ernoul, qui vient d'accepter le portefeuille de la justice, a été d'abord avocat à Versailles. On connaît son rôle à la Chambre et on a pu apprécier son magnifique talent oratoire en même temps que son dévouement à la cause légitimiste.

M. de la Bouillerie est fils de M. Alphonse de la Bouillerie, intendant du trésor de la couronne du roi Charles X et neveu de M. le comte de la Bouillerie, dernier ministre de la maison du roi.

Le général de Cissey, qui a consenti à garder provisoirement le portefeuille de la guerre, est sorti de Saint-Cyr en 1832 puis est resté quelque temps en Afrique. Il a pris une part glorieuse dans la guerre d'Orient, dans la campagne de 1870 et dans les événements de 1871.

M. de Dompierre d'Hornoy a déjà rempli avec une grande distinction les fonctions de ministre de la marine pendant le siège de Paris. Il est grand-officier de la légion d'honneur.

LA BOURSE.

On lit dans la *Patrie* du 26 mai :

Hier, à la petite bourse du soir, l'émotion causée par les graves événements du jour avait eu pour résultat une baisse assez importante sur la Rente 5 0[0 : on avait même perdu un moment le cours de 87 fr.

Mais ce matin, dès que la nouvelle de la nomination du maréchal de Mac Mahon à la présidence de la République a été connue, une vigoureuse reprise s'est produite, et au moment où nous écrivons (onze heures) le 5 0[0 est demandé à 88 50, cours supérieur de 65 centimes à celui auquel il fermait hier sur le marché officiel.

La *Patrie* du 27 mai contient ce qui suit :

La Bourse vient d'accueillir par une hausse considérable la chute de M. Thiers et le triomphe au pouvoir du maréchal de Mac Mahon. Ce simple fait, ce témoignage spontané de confiance donné au nouveau gouvernement par les intérêts matériels réunis, c'est la plus éclatante condamnation de la politique funeste de M. Thiers, la plus éclatante justification de la ligne de conduite que personnellement, et, en vue de son inflexible opiniâtreté, nous avons suivie.

26 mai 1873, 2 heures.—Les prévisions que nous émettions hier au sujet d'une reprise sérieuse des affaires et d'une hausse marquée de nos fonds publics ont été plus que justifiées par l'événement.

Le cours de 88 50, indiqué par nous comme coté hier matin, était largement laissé en arrière dans la soirée sur le boulevard, où l'on tenait le 5 0[0 à 89 fr. 50.

Ces prix élevés ont été non-seulement ratifiés, mais encore dépassés à l'ouverture du marché officiel, où le premier cours du 5 0[0, à terme, a été 90 20, ce qui faisait ressortir une hausse de 2 fr. 35 sur la clôture de samedi.

Au comptant, notre principal fonds d'Etat a débuté à 90 15, ce qui prouve surabondamment que la reprise actuelle n'est pas un mouvement de spéculation.

BATON-ROUGE. — On nous écrit de Baton-Rouge qu'il y pleut constamment, mais que l'état sanitaire de la ville est excellent. On n'y a pas signalé un seul cas de choléra, quoique cette maladie sévisse dans nombre de localités sur les deux rives du Mississippi. Quant aux affaires, à Baton-Rouge comme ailleurs, néant.

☞ Chapeaux de Panama, à grand sacrifice au Rob't E. Lee.

EGLISE STE-MARIE, ARCHEVÊCHÉ. — Il y aura aujourd'hui, pour la fête du Saint-Sacrement, une grand'messe dans cette église et une procession solennelle le soir à 5 heures et demie. On verra dans nos annonces l'itinéraire de la procession.

LES QUARTIERS EXCENTRIQUES.

Nous rapportons cet parcourir tous les quartiers excentriques, qui étaient des plus paisibles, Boulevard de Delaigle, rue d'Allemagne, avenue Lesseps, rue Secrétan, rue de Bellerille, rue de Flesbie, les boutiques de marchands de vins étaient pleines, mais nous n'avons aucun incident à signaler.

Le théâtre de Belleville, où l'on jouait le *Gréve des Dieux*, était comble, et l'on n'y occupait aucl peu de politique que possible.

A l'église de Belleville, au poste de 8[0 de ligne avait été installé.

Au boulevard de la Villette, où sont établies des baraques foraines, les habitants du quartier jouaient aux manèges.

Dans le quartier Saint-Antoine, très peu de monde dans les rues. A onze heures tout était fermé.

Beaucoup d'animation dans tous les cafés du boulevard Saint-Michel.

Une bande de cinq étudiants a poussé, vers six heures, un cri de : Vive la République! à la Bastille.

Cette manifestation est restée sans écho.

La démission de M. Thiers n'a été connue qu'en crépuscule.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Dès neuf heures du soir, la foule se réforme à la gare Saint-Lazare. Les agents le maintiennent dans la moitié de l'immense salle des Pas-Perdus.

A dix heures, arrivée d'un train de Versailles. Les voyageurs jettent à la foule la nouvelle de la démission de M. Thiers.

A onze heures, autre train. Une noce complète fait son entrée. Des hurrahs l'accueillent. Les mariés et les invités prennent la tête et se promènent dans toutes les directions.

Un instant troublée par cet incident, la foule revient aux dernières de nouvelles.

Les grèves sont bien minimes. Le cordon des agents les maintient dans la zone qui leur est affectée.

Les voyageurs cet grand mal à fendre la foule pour aller des trains à leurs bureaux.

Un peu avant minuit, le trait de Saint-Germain, venant de Versailles, apporte la nouvelle de la démission de M. Thiers.

Les voyageurs qui en sortent, en apprenant cet événement, en parlent à la foule qui les entoure et sont salués du cri de : Vive la République!

Le cortège devient si divers et la foule, jusqu'à hier politique, se rue avec une telle vitesse sur les voyageurs que l'ordre est demandé d'évacuer la salle.

Alors, grande bousculade. Les agents, surpris par ce coup, le font, et le forment, pas vers la rue Rome, partie vers la place du Havre. Les ordres sont si bien donnés, les mesures sont si bien prises qu'en trois minutes l'immense nef est vide.

On a arrêté seulement quatre réfractaires dont le cas, en somme, n'est pas grave.

Le général de Geslin, qui depuis onze heures est à la gare, part pour le camp de la Fédérée et en revient avec des troupes. Les carrefours voisins de la gare sont occupés, et le service fonctionne à ton hoqrg du matin, arrive sans encombre.

A la suite de cette évacuation, une partie de la foule, vers mille hommes à peu près, est venue à la Bastille, en face de l'ancienne place de la Bastille, criant : "A bas la droite! Vive Thiers!"

Nous avons également distingué un cri de "A Berlin!"

GASTON VASSY.

TÉLÉGRAMMES DE LYON.

Lyon, 24 mai, midi 10 minutes.—Les esprits sont inquiets. L'émeute commence. Les patrouilles bleues ont été désarmées. Le général Bourbaki a défilé et a changé réellement la place qu'il doit occuper. Les faits et gestes des chefs radicaux sont surveillés activement.

A VERSAILLES.

On lit dans l'*Evénement* :

Tous les bruits de démission du centre gauche, de la gauche et de l'extrême gauche sont mal fondés. Le parti républicain est résolu plus fermement que jamais à demeurer à son poste.

C'est sur les prémisses collectionnées de la gauche, affirme-t-on, que M. Thiers s'est résigné à accepter l'urgence du jour par et simple au lieu du vote de confiance qu'il était dans l'intention de demander. La signification de cette condescendance n'est pas difficile à expliquer. C'est l'acte d'un ministère qui, ne sentant aucune majorité derrière lui, compte de tenir tête à l'orage en acceptant toutes les conditions qui lui sont imposées.

Le vote d'hier a réuni le plus grand nombre de voix constaté depuis la formation de l'Assemblée actuelle. Sur 695 membres et les absents par service commandé (militaires), chacun était à son poste.

(*Gaulois*.)

Jamais pareille agitation n'avait régné à Versailles. La séance fameuse du 29 novembre paraît bien faible importance à côté de celle qui a eu lieu aujourd'hui. Les habitants de la petite ville, à la nouvelle, comme pour le Corbier, sont sortis en masse, dès 5 heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

Vers onze heures, le bruit courait déjà que M le maréchal de Mac Mahon était nommé Président en remplacement de M. Thiers. Cette nouvelle était accueillie partout par les cris de *Vive Thiers! Vive la République!*

L'ordre n'a pas été troublé un moment, et il n'y a pas eu, que nous sachions, le moindre désordre à déplorer. Les quelques provocateurs qui ont essayé de parler dans les groupes étaient immédiatement expulsés.

L'autorité militaire et le préfet de police avaient pris les précautions exigées par les circonstances. Mais les sergents de ville, que plus que les pertrouilles de cavalerie qui ont circulé toute la soirée sur les boulevards, n'ont eu à intervenir. Dans les quartiers excentriques et dans les faubourgs, le plus grand calme n'a pas cessé de régner.

A la gare Saint-Lazare, une foule nombreuse s'attende jusqu'à minuit l'arrivée des trains ; elle a fait évacuer sans difficulté, à onze heures et demie, la salle des Pas-Perdus, et a fait circuler les curieux.

Mais il n'y a eu aucun désordre à déplorer. La population républicaine de Paris a compris dès la première heure qu'il importait, aujourd'hui plus que jamais, de faire preuve de patience et de modération.

Les dépêches que nous recevons de Marseille, de Lyon, de Bordeaux, du Havre, disent que le calme le plus parfait régne partout, après la nouvelle de la chute de M. Thiers.

Aujourd'hui, Paris est calme. Les gares ont été toute la journée pleines de gens qui profitent du beau temps pour se rendre à la campagne.

Voici les renseignements fournis au *Figaro*, par ces rapporteurs :

LA GARE DE L'OUEST.

Dès cinq heures et demie, une animation, encore a commencé à régner sur alentours de la gare et dans la salle des Pas-Perdus.

A l'arrivée du train de cinq heures trente-cinq, tout le monde s'est précipité au devant des voyageurs. Naturellement il ne se trouvait aucun député parmi eux. Déception générale. La nouvelle des quatorze voix de majorité s'est répandue en un clin d'œil.

Un député malade, assis sur une chaise, laquelle est placée sur un chariot à bagages, est roulé à travers la foule. Je puis savoir son nom. Je sais seulement que c'est un ami de M. Jules Favre, qui est arrivé en nage, et qu'ambulance qui suit et qui bien que très beaufrand a bris part aux votes de jeudi.

Quelques minutes après la foule se dispersait et allait dîner, pour revenir à huit heures.

LA GARE MONTPARNASSE

Pas de monde. A peine une centaine de curieux. Le départ du train de sept heures et demie, on a pu, après le mouvement de séance de nuit. La nouvelle des quatorze voix de majorité a couru comme une traînée de poudre dans tout le quartier.

LES BOULEVARDS.

Impossible de se figurer l'aspect des boulevards, à moins de l'avoir vu. Cétait comme une mer houleuse, au-dessus de laquelle s'élevaient des mains brandissant des journaux, qui faisaient l'effet de voiles.

Dès sept heures du soir, la circulation était devenue quasi impossible entre la rue Drouot et la rue Le Peletier. Les passants s'y formaient en groupes compactes pour écouter des orateurs improvisés, lesquels, entamaient des discussions souvent violentes, avec quelques-uns de leurs auditeurs.

Les habitués de la petite Bourse n'avaient pas reculé devant l'envahissement de leur domaine habituel, et le 5 0[0 a fait successivement 87, 30, 40, 20, 10, 87, 85, 90, 87, 15. Ces cours n'étaient guère, du reste, que nominaux.

Au milieu de ce tohu-bohu, les serrents de ville, ahuris, bousculés, perdaient pied, et le classique "Circulez, messieurs," ne produisait plus aucun effet.

Le temps en temps défilaient des patrouilles. A neuf heures et demie, un peloton de cuirassiers, qui passait entre deux points, a été pressé par quelques manifestants, qui ont crié : Vive la Pologne! Vive la Pologne! Vive la Pologne!

Même foule de la rue Drouot au faubourg Montmartre. Les cafés de Suède et de Madrid étaient dans le calme le plus complet, et les consommateurs y montraient fort rares. De même au café Frontin.

Plusieurs boutiques étaient fermées, notamment celles des bijoutiers.

Un marchand de porcelaine débitait tranquillement, malgré la foule, un service de Sèvres. Par une chance extraordinaire, aucune pièce n'a été cassée.

Nos rapporteurs ont parcouru tous les quartiers populeux, qui étaient des plus paisibles, Boulevard de Denain, rue d'Allemagne, avenue Lesseps, rue Secrétan, rue de Bellerille, rue de Flesbie, les boutiques de marchands de vins étaient pleines, mais nous n'avons aucun incident à signaler.

Le théâtre de Belleville, où l'on jouait le *Grève des Dieux*, était comble, et l'on n'y occupait aucl peu de politique que possible.

A l'église de Belleville, au poste de 8[0 de ligne avait été installé.

Au boulevard de la Villette, où sont établies des baraques foraines, les habitants du quartier jouaient aux manèges.

Dans le quartier Saint-Antoine, très peu de monde dans les rues. A onze heures tout était fermé.

Beaucoup d'animation dans tous les cafés du boulevard Saint-Michel.

Une bande de cinq étudiants a poussé, vers six heures, un cri de : Vive la République! à la Bastille.

Cette manifestation est restée sans écho.

La démission de M. Thiers n'a été connue qu'en crépuscule.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Dès neuf heures du soir, la foule se reforme à la gare Saint-Lazare. Les agents la maintiennent dans la moitié de l'immense salle des Pas-Perdus.

A dix heures, arrivée d'un train de Versailles. Les voyageurs jettent à la foule la nouvelle de la démission de M. Thiers.

A onze heures, autre train. Une noce complète fait son entrée. Des hurrahs l'accueillent. Les mariés et les invités prennent la tête et se promènent dans toutes les directions.

Un instant troublée par cet incident, la foule revient aux dernières de nouvelles.

Les grèves sont bien minimes. Le cordon des agents les maintient dans la zone qui leur est affectée.

Les voyageurs cet grand mal à fendre la foule pour aller des trains à leurs bureaux.

Un peu avant minuit, le trait de Saint-Germain, venant de Versailles, apporte la nouvelle de la démission de M. Thiers.

Les voyageurs qui en sortent, en apprenant cet événement, en parlent à la foule qui les entoure et sont salués du cri de : Vive la République!

Le cortège devient si divers et la foule, jusqu'à hier politique, se rue avec une telle vitesse sur les voyageurs que l'ordre est demandé d'évacuer la salle.

Alors, grande bousculade. Les agents, surpris par ce coup, le font, et le forment, pas vers la rue Rome, partie vers la place du Havre. Les ordres sont si bien donnés, les mesures sont si bien prises qu'en trois minutes l'immense nef est vide.

On a arrêté seulement quatre réfractaires dont le cas, en somme, n'est pas grave.

Le général de Geslin, qui depuis onze heures est à la gare, part pour le camp de la Fédérée et en revient avec des troupes. Les carrefours voisins de la gare sont occupés, et le service fonctionne à ton hoqrg du matin, arrive sans encombre.

A la suite de cette évacuation, une partie de la foule, vers mille hommes à peu près, est venue à la Bastille, en face de l'ancienne place de la Bastille, criant : "A bas la droite! Vive Thiers!"

Nous avons également distingué un cri de "A Berlin!"

GASTON VASSY.

TÉLÉGRAMMES DE LYON.

Lyon, 24 mai, midi 10 minutes.—Les esprits sont inquiets. L'émeute commence. Les patrouilles bleues ont été désarmées. Le général Bourbaki a défilé et a changé réellement la place qu'il doit occuper. Les faits et gestes des chefs radicaux sont surveillés activement.

A VERSAILLES.

On lit dans l'*Evénement* :

Tous les bruits de démission du centre gauche, de la gauche et de l'extrême gauche sont mal fondés. Le parti républicain est résolu plus fermement que jamais à demeurer à son poste.

C'est sur les prémisses collectionnées de la gauche, affirme-t-on, que M. Thiers s'est résigné à accepter l'urgence du jour par et simple au lieu du vote de confiance qu'il était dans l'intention de demander. La signification de cette condescendance n'est pas difficile à expliquer. C'est l'acte d'un ministère qui, ne sentant aucune majorité derrière lui, compte de tenir tête à l'orage en acceptant toutes les conditions qui lui sont imposées.

Le vote d'hier a réuni le plus grand nombre de voix constaté depuis la formation de l'Assemblée actuelle. Sur 695 membres et les absents par service commandé (militaires), chacun était à son poste.

(*Gaulois*.)

Jamais pareille agitation n'avait régné à Versailles. La séance fameuse du 29 novembre paraît bien faible importance à côté de celle qui a eu lieu aujourd'hui. Les habitants de la petite ville, à la nouvelle, comme pour le Corbier, sont sortis en masse, dès 5 heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

Vers onze heures, le bruit courait déjà que M le maréchal de Mac Mahon était nommé Président en remplacement de M. Thiers. Cette nouvelle était accueillie partout par les cris de *Vive Thiers! Vive la République!*

L'ordre n'a pas été troublé un moment, et il n'y a